

Solidaires



Branche INRA

**Note de lecture SUD du livre
« 9 milliards d'êtres humains à nourrir,
un défi pour demain »**

juin 2012

Madame M. Guillou et Monsieur G. Matheron ont publié le livre « 9 milliards d'êtres humains à nourrir, un défi pour demain » en septembre 2011. Cette question complexe est revenue au cœur des débats depuis la flambée des prix des grains en 2007 et les émeutes de la faim de 2008. « *Dans un contexte de crise écologique, alimentaire et énergétique, la question la plus urgente aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de réinvestir l'agriculture, n'est plus de savoir combien mais comment* » écrivait O. de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, dans son rapport de mars 2011 « Agroécologie et droit à l'alimentation ». La branche INRA du syndicat SUD Recherche EPST poursuit ses questionnements, alertes et propositions sur les questions d'agriculture¹, d'alimentation et d'environnement en lien avec les dimensions sociales et humaines du travail en agriculture et recherche. En conséquence, nous avons lu le livre de Mme Guillou et M. Matheron avec beaucoup d'attention et avons souhaité porter ici notre regard de syndicalistes sur la vision développée par les deux dirigeants de la recherche agronomique publique française.

Des constats partagés, mais des divergences sur les solutions proposées...

- Contre la malbouffe, le « **manger mieux** » : la population des pays riches et les riches des pays pauvres sont malades de trop et de mal manger. Surpoids et obésité se généralisent, dopés par la publicité : « *le consommateur n'est pas vraiment souverain, au sens où il ne maîtrise qu'une faible partie de ses choix de consommation* » (p. 78). En effet c'est toute une organisation qui est mise en place pour aboutir à la surnutrition : « *dans les quartiers défavorisés [...] la densité des établissements de restauration rapide est plus élevée qu'ailleurs alors que c'est, précisément, dans ces quartiers que les taux d'obésité sont les plus grands* » (p.72).

Mais les auteurs imaginent une possible amélioration par co-régulation entre acteurs publics et privés : « *les pouvoirs publics reconnaissent que les entreprises sont les mieux placées pour déterminer les actions à privilégier, tout en étant compatibles avec les contraintes économiques du marché* » (p. 69). Dans un autre domaine, confierait-on aux seuls laboratoires pharmaceutiques toutes les initiatives dans la régulation de l'offre de médicaments ? Ainsi rappelons que les industriels de l'agroalimentaire combattent avec constance la politique de prévention basée sur les restrictions de l'usage du sucre.

- **Gaspillage généralisé** : cette fois il est bien acté que notre société de consommation consomme et gaspille. Des études US et UK donnent des chiffres de pertes secondaires, aux stades de la distribution et du consommateur, de 27 à 40 % de la nourriture comestible (p. 83-84). Du côté des pertes primaires, à la production, en Provence - Alpes - Côte d'Azur entre 1986 et 1995, c'est jusqu'à 230 000 tonnes de pommes qui, afin de soutenir les cours, ont été détruites pour une récolte annuelle qui a oscillé entre 430 000 et 600 000 tonnes (p.86). Il est important d'en prendre acte au moment où tombent les mises en demeure de conduire, toutes affaires cessantes, des recherches qui visent à produire plus. Alors que nous pourrions commencer par jeter moins, ce qui nous laisserait, à moyen terme, du temps de produire mieux !

¹ Du Grenelle de l'Environnement à la loi « Grenelle 2 » : une bonne idée...lobbytisée ! Contribution SUD Recherche au débat sur le volet agricole du Grenelle. Juillet 2010. <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article852>

Sur cette question des gaspillages, on peut regretter que l'analyse de notre système de distribution et plus globalement de l'organisation urbaine et péri-urbaine n'ait pas été poussée plus loin. En effet, en France et dans de nombreux autres pays, les choix politiques en matière d'urbanisme favorisent la grande distribution, porteuse de mécanismes de gaspillage qui, comme il est rappelé dans l'ouvrage, lui sont propres (dates de consommation, conditionnement).

- **Des bio-agro-carburants pas si bénéfiques** qu'annoncés : dans la partie « *Première et deuxième génération, un impératif : la durabilité* » les auteurs concluent par : « *un euro de dépenses publiques engendre au total un bénéfice moindre pour l'ensemble de l'économie, l'impact positif pour les acteurs soutenus, en premier lieu les agriculteurs, étant plus que compensé par les impacts négatifs pour les autres acteurs, notamment les consommateurs finaux et les contribuables.* » Ajouté à l'efficacité énergétique, au bilan en gaz à effet de serre, aux changements locaux et globaux d'usage des terres et à la concurrence avec les productions alimentaires, le constat dressé est complet et sévère. SUD est satisfait d'être rejoint par Mme Guillou dans son analyse. Nous avons pourtant été raillés par les membres du CA de l'INRA lors de nos alertes répétées car nous refusions de monter dans le train du progrès. L'avis du comité d'éthique INRA-CIRAD en 2010, puis le rapport de la Cour des comptes sont venus nous donner raison sur le gâchis représenté par les agrocarburants.

Reste qu'à la lecture de ce chapitre sur les bio-[agro]-carburants, subsiste un malaise qui révèle selon nous, la position ambiguë des deux auteurs sur cette question. Par exemple aux pages 153-154, il est dit que « *la culture de micro-algues à grande échelle en bassin ouvert nécessiterait des grandes surfaces marines proches du littoral qui ont l'avantage de ne pas entrer en compétition avec les terres agricoles* ». Une telle proposition suscite de nombreuses inquiétudes étant donnée l'importance écologique de ces zones littorales et notamment des milieux lagunaires. Par ailleurs croire, comme il est dit en p.156-157, que les agriculteurs du sud pourraient bénéficier de nouvelles opportunités grâce aux biocarburants, nous semble relever d'une vision très naïve des rapports de force existant entre ces agriculteurs et les multinationales qui gèrent ces marchés. Ces rapports de force ont par exemple conduit à l'expropriation d'un très grand nombre de petits producteurs sur le continent sud-américain au profit de conglomérats industriels. On retrouve cette même (fausse ?) naïveté sur la question de l'achat des terres par des investisseurs dans les pays du Sud p.237-238, où il nous est dit qu'il ne faut pas refuser *a priori* les acquisitions de terre mais faire en sorte qu'elles profitent de façon équilibrée à l'investisseur et aux populations locales.

Un désaccord de fond sur la primauté maintenue à la seule agro-industrie pour répondre au défi posé

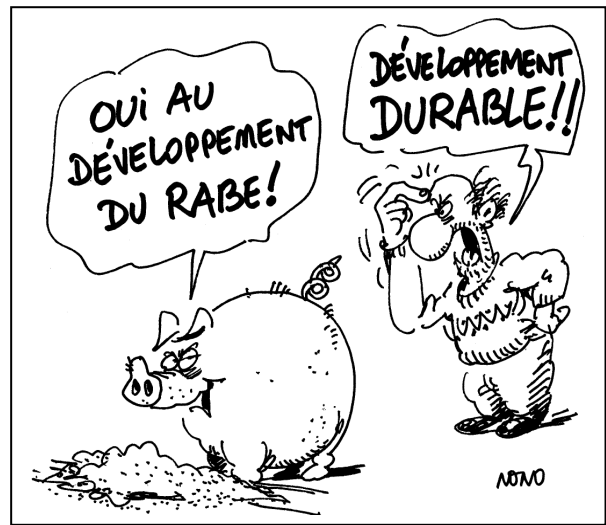
- **Productivisme quand tu nous tiens...** Quelle surprise tout d'abord de lire au début du chapitre 8 en p.241-242 que « *l'intensification* » de l'agriculture a répondu au défi de la production en limitant le bouleversement massif d'écosystèmes naturels et ses impacts environnementaux souvent désastreux » d'autant plus que les auteurs décrivent ensuite abondamment, les dommages de cette même agriculture productiviste. Dans le même esprit, nous pouvons lire en page 284 qu'il sera difficile de « *dépasser les résultats obtenus par un système qui optimise depuis 60 ans ses performances productives, en liaison directe avec l'efficacité et les coûts modestes des intrants industriels* » non sans constater, dans le même temps, que ce système semble avoir atteint ses limites économiques (les rendements stagnent) et environnementales (« un environnement dégradé » p. 245).

En tant que syndicalistes, nous remarquons que les dommages sociaux ne sont pas évoqués dans l'ouvrage alors que le nombre d'exploitations françaises a encore diminué de 25% entre 2000 et 2010 et que cette même tendance s'observe dans de nombreux autres pays. Depuis 60 ans, le système productiviste a mobilisé, dans le monde entier, la quasi-totalité des moyens de recherche et développement et des investissements humains et financiers. Si les mêmes moyens étaient accordés au développement de modèles alternatifs de production agricole, économes et autonomes, ces nouvelles

agricultures pourraient rapidement répondre aux besoins de nos sociétés. C'est pourquoi l'hypothèse suggérée par les auteurs selon laquelle il serait trop tard pour investir massivement dans ces autres voies de production nous semble particulièrement discutable.

Par ailleurs « *les coûts modestes des intrants industriels* » pourraient très bientôt relever d'une époque révolue si, comme le prévoient de nombreux spécialistes de la question des énergies fossiles, une crise majeure survenait dans les prochaines années. Si cette hypothèse se vérifie, que deviendra notre système productiviste reposant entièrement sur une énergie fossile abondante et encore très peu chère ? A ce sujet, il est très surprenant de noter que si les auteurs envisagent « *L'agriculture dans un environnement changeant : l'incertitude climatique* » (p. 262), ils ne développent pas l'incertitude énergétique associée à la dépendance au pétrole de l'agriculture occidentale fortement mécanisée², qui nous semble pourtant un point clé pour la pérennité du modèle de production actuellement majoritaire.

- Le sixième chapitre « **Gérer les ressources de la nature** » concentre de nombreux points de divergence entre la vision des auteurs et la nôtre. Tout d'abord, une remise en cause de l'une des principales orientations du Grenelle de l'Environnement, visant à réduire de 50 % l'usage des pesticides à l'horizon 2018, est proposée en p.168-169. Cette remise en cause se fonde sur le fait que pour respecter cette recommandation, « *il faudrait modifier profondément les techniques de production, mais aussi des assolements, en suivant les préconisations de la production agricole intégrée et/ou de l'agriculture biologique,* » ce qui conduirait à une diminution des rendements et des revenus. Outre qu'il ne s'agit pas de supprimer tout usage de pesticides, comment ne pas rappeler que près de la moitié des points d'eaux souterraines ou de surface surveillés dans le cadre du service de l'observation et des statistiques (SOeS, anciennement IFEN), sont classés de qualité très mauvaise à moyenne en raison de la présence de pesticides !



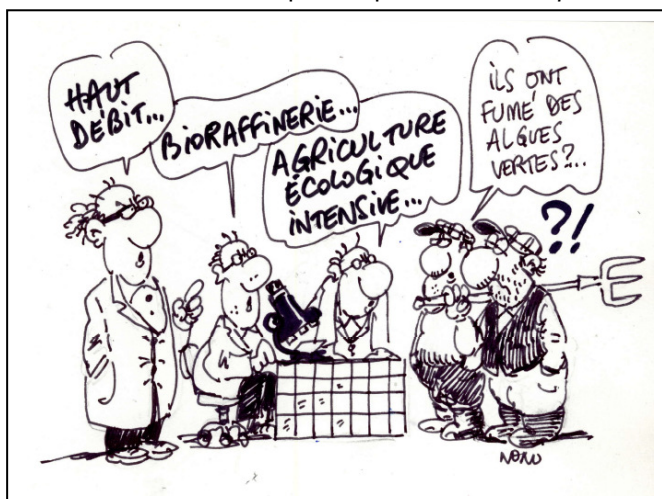
Plus loin dans ce chapitre (p.171), il nous est expliqué que l'augmentation des terres cultivées, comme scénario alternatif à une intensification toujours plus grande, serait négatif en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Sachant que la mesure de l'émission des GES à vaste échelle est difficile et qu'elle suscite de nombreux débats, il nous semble particulièrement réducteur de limiter la comparaison entre ces deux scénarios à la seule émission de ces GES, d'autant plus que l'agriculture ne contribue de façon directe qu'à 17% des GES émis (données CNUCED 2010) alors qu'elle joue un rôle majeur dans la pollution de l'eau et dans la dégradation de la biodiversité par exemple. Cette focalisation sur les GES se retrouve d'ailleurs à de nombreux passages du livre (p.188 par exemple), comme si elle servait à minorer tous les autres impacts délétères de l'agriculture productiviste. Enfin, tout au long de ce chapitre, il est beaucoup discuté, à juste titre, de l'intérêt de la prise en compte des services écosystémiques rendus par les écosystèmes cultivés ou naturels. Mais les auteurs défendent ensuite la création d'un marché autour de ces services écosystémiques (en donnant un droit à dégrader l'environnement et la biodiversité à ceux qui paient, en contrepartie, les autres qui les respectent), sans considérer à leur juste valeur les dérives liées à cette marchandisation. Sur le modèle du marché du carbone qui est devenu un business comme les autres, et avec le soutien très actif des pays les plus libéraux de l'OCDE et des grands lobbies du monde des entreprises et de la finance, s'organise actuellement un marché dont on peut difficilement croire qu'il permettra de réduire l'impact du modèle agricole productiviste actuel.

² http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9pendance_au_p%C3%A9trole

- Un autre point sensible est l'exécution sommaire, en moins de deux pages, de **l'agriculture biologique** (AB) qui mettrait en cause la sécurité alimentaire mondiale (avec elle les volumes produits vont s'effondrer) et qui n'aurait d'autre utilité que de servir « à la recherche de solutions optimisant les services agrosystémiques » (p.279). « Pour un poulet biologique de 100 jours, il faut plus d'eau et d'aliment que pour un poulet de 45 jours. » (p.278-279). Une pareille comparaison est complètement biaisée : si comparatif il y a, c'est entre un poulet label rouge et un poulet label AB, tous deux élevés en 81 jours, avec un cahier des charges proche, sauf pour l'alimentation des volailles. Pas un mot en revanche sur les productions fourragères en AB qui elles soutiennent largement la comparaison avec les productions des systèmes intensifs.

La condamnation expéditive de l'agriculture biologique dans ce livre est le fait d'une institution (INRA) qui refuse avec constance de s'y investir, en dépit de l'évolution récente des objectifs définis par le Grenelle de l'environnement (20% de la SAU en AB à l'horizon 2020). Cette prise de position a le mérite de la clarté mais les auteurs ont-ils le droit de dénigrer les performances de ce système de production alors que l'INRA y consacre moins de 1 % de ses effectifs ? A ce jour l'agriculture biologique n'est l'objet d'aucun grand programme et si elle mérite évidemment, comme les autres modes de production, un regard critique, encore faut-il se donner les moyens de pouvoir l'exercer sur la base de données scientifiques et non sur une base idéologique.

- **Les éternelles promesses des biotechnologies.** La sévérité du jugement porté sur les potentialités de la production intégrée et de l'agriculture biologique contraste avec le crédit illimité accordé aux biotechnologies végétales depuis des décennies. Ainsi il est dit p.147 que « Pour ce qui est des biocarburants de 2^e génération, des projections établies à partir d'extrapolation des travaux menés à L'ECHELLE DU LABORATOIRE ET DU DEMONSTRATEUR donnent une réduction du CO₂ de 75% par rapport à l'essence et 90% par rapport au diesel. » Etant donnée la position d'O. Reich, ancien membre de l'AIE (agence internationale de l'énergie) qui pronostique un quart de siècle pour passer du prototype à l'industrie³, il va falloir attendre encore longtemps pour voir si les promesses sans cesse renouvelées seront tenues. Dans son avis de novembre 2011 l'ADEME est également très circonspecte sur les biocarburants de 1^e et 2^e génération⁴.



Plus loin en page 286, on peut lire « qu'on peut faire raisonnablement l'hypothèse que l'arrivée de la sélection [...] génomique devrait permettre de doubler le rythme du progrès génétique. » Ce pronostic, pourtant énorme, n'est aucunement étayé, montrant ainsi qu'il y a décidément deux poids et deux mesures selon les domaines de recherche. A la page 291, il nous est expliqué qu'à la combinaison des innovations génétiques et biotechnologiques, s'ajouteront « celles de l'agronomie pour assurer le succès d'une agriculture productive et écologique. » Et c'est ainsi que le recours accru à l'irrigation nous est proposé et notamment la mise en place de nouvelles retenues. Leurs impacts sur un cycle de l'eau déjà très perturbé dans les régions agricoles, notamment sur le fonctionnement hydrologique des rivières ainsi que les pertes dues à l'évaporation, sont totalement ignorés par les auteurs.

³ <http://petrole.blog.lemonde.fr>

⁴ « Compte tenu de ces incertitudes, il est raisonnable de ne pas attendre de ces filières la fourniture de carburants de substitution à l'échelle des besoins actuels ». Les avis de l'ADEME : Les biocarburants de 1^{ère} génération, novembre 2011.

Enfin, il est vraiment intéressant de lire comment la problématique des OGM est abordée en pages 293-294. Tout d'abord, il est reconnu que les OGM actuels n'apportent pas un avantage décisif en termes de rendements et d'économie de pesticides, voire l'inverse pour les plantes résistantes aux herbicides. Sans que l'on ne comprenne vraiment pourquoi, si ce n'est que de tenter de discréditer, une nouvelle fois, les formes d'agriculture recherchant des solutions agro-écologiques au profit d'une agriculture utilisatrice des biotechnologies, la suite du paragraphe dérive ensuite sur les défauts de l'agriculture biologique qui est déclarée comme étant plus consommatrice de terres et donc plus émettrice de GES. Tout juste est-il consenti qu'une moindre utilisation d'engrais azotés de synthèse permette d'amoinrir ces émissions... mais quid dans ce bilan de tous les impacts de l'agriculture productiviste sur la pollution et l'épuisement des sols et de l'eau ?

Comme tous les défenseurs des OGM, les auteurs nous vantent les promesses de plantes miracles qui permettront de résoudre des grands problèmes de nutrition et de santé dans le monde ou qui seront capables de résister à la sécheresse. Or, la réalité est que les OGM actuels sont et demeureront encore longtemps, dans leur très grande majorité, des plantes résistantes à un herbicide, le glyphosate, parce que de telles plantes permettent de multiplier les profits pour les sociétés qui les commercialisent.

Quand pourrions nous obtenir un bilan complet des promesses tenues et ... non tenues des biotechnologies ? De toutes ces belles promesses qui font rêver les décideurs émus par les millions d'euros sollicités au grand emprunt ? Ici l'énormité des enveloppes budgétaires crédibilise souvent les projets. Sur ces mêmes critères, « *l'émergence du concept de bioraffinerie* » (p.149) pourrait connaître un beau succès !

- **Local vs global ?** À propos de la gestion de l'eau, les auteurs évoquent des initiatives locales mettant en place, à l'échelle de bassins versants avec les partenaires locaux, des systèmes agricoles durables. Pour eux, dans le cas des captages d'eau potable et de production d'eaux minérales, ces initiatives seraient révélatrices d'une vision étriquée, par opposition à une approche plus globale (p. 259) : « *De tels arbitrages LOCAUX sont cependant pensés indépendamment d'une vision PLANETAIRE de leurs conséquences sur des biens publics mondiaux, ou ayant une dimension mondiale, à travers les transferts nécessaires de la production manquante. Dès lors qu'on admet l'absence durable de surplus agricoles, et la nécessité de limiter l'expansion des surfaces de l'agriculture, il devient de plus en plus nécessaire de considérer les effets planétaires des mesures orientant l'équilibre entre les différentes fonctions de l'agriculture.* ».

En d'autres termes, en choisissant localement de telles solutions, faute d'une approche globalisante, les populations des pays riches feraient le choix d'affamer celles des pays pauvres en les privant, par réduction des rendements à l'hectare, des indispensables surplus de nourriture. De surcroît, certains des outils utilisés dans ces initiatives de protection des bassins versants présenteraient « *des risques, par exemple d'inefficacité ou de corruption, qu'il convient de ne pas négliger* » (p. 168). Plus loin (p. 261) apparaît encore la même crainte de sacrifier les rendements à la préservation de l'environnement : « *En revanche, si on considère que la production agricole est indispensable, et c'est le cas au niveau mondial, c'est à la quantité totale des produits qu'il est justifié de rapporter les coûts environnementaux. [...] mais on ne saurait trop insister sur les risques considérables d'erreurs de décisions, notamment internationales, fondées sur des projections incomplètes et des indicateurs inadéquats.* ».

À nos yeux pourtant, plusieurs actions locales (notamment Augsburg⁵ et Munich en Allemagne), fruits de choix démocratiques et conditionnées à une obligation de résultats en termes de qualité de l'eau, ont montré leur efficacité et leur exemplarité, en contraste patent avec les échecs retentissants des plans « algues vertes » successifs, n'imposant que la seule obligation de moyens aux pollueurs non-payeurs. En outre, le « *risque de corruption* », dont seraient porteuses ces actions locales apparaît très incertain

⁵ http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Sciences/En-Allemagne-l-eau-coule-de-source-_NG_-2008-11-17-680340 et http://www.reseau-coherence.org/IMG/pdf/les_10_cles_de_la_reussite_Allemande_de_la_reconquete_de_la_qualite_de_l_eau_VF.pdf

au regard des cas avérés dont les multinationales de la distribution et du traitement de l'eau se rendent coupables⁶...

En opposant systématiquement production agricole et écologie, les auteurs bloquent toute perspective d'innovation en dehors de l'existant.

Pour conclure : au lieu de changer de pansement, pensons un changement ... écologique et soutenable !

L'œuvre de R. Dumont est convoquée pour une supposée absence de clairvoyance sur la révolution verte (p. 242), alors que les auteurs auraient pu saluer le parcours d'un grand agronome qui, après avoir été l'un des fers de lance de la modernisation de l'agriculture française dans les années 40 et 50, se retourna sur les excès du productivisme agricole. Ce n'est pas si courant qu'un chantre de la modernisation de l'agriculture devienne lanceur d'alerte de ses dérives⁷.

Faute d'une réelle tentative pour établir un bilan des rapports coût/bénéfice entre moyens alloués et résultats obtenus par les recherches conduites sur chaque système de production agricole, Mme Guillou et M. Matheron minorent les marges de progrès des systèmes alternatifs. A l'argument comme quoi il faut continuer à investir sur le modèle productiviste car il repose sur 60 ans d'efforts, nous objectons au contraire, qu'il est grand temps d'ouvrir la recherche agronomique sur les modèles alternatifs (production intégrée, agroécologie, agriculture urbaine et péri-urbaine (potagers et vergers), agroforesterie, agriculture biologique...) car ils sont quasi-orphelins de recherche donc porteurs d'avancées rapides. Les dirigeants d'EDF raisonnent de la sorte pour justifier de la poursuite de l'investissement sur l'énergie nucléaire face aux énergies renouvelables.



Les auteurs revendiquent de penser et agir global mais dans le même temps, ils évitent de tirer les conclusions logiques qui découlent des liens entre production intensive, pollution des écosystèmes, crise alimentaire, gaspillage, santé publique et dépendance énergétique. A ne chercher que dans une seule direction, on en arrive à s'en remettre aux miracles de la technoscience, à l'exemple de Jacques Attali qui, dans un « face à face » factice avec Alain Minc, déclarait aux Echos le 10 janvier : « *Tout est là : la seule chose qui pourrait nous éviter dix ans de récession, [...], c'est qu'il y ait, quelque part, le miracle du progrès technique. Et des miracles comme ceux-là, il y en a eu plusieurs fois dans l'histoire. Aujourd'hui, on ne le voit pas. Mais cela peut tout changer. Personnellement, je le devine à quelques frémissements.* »

Nous avons vainement cherché les paysans dans la vision des dirigeants de la recherche agronomique publique. Ils n'y apparaissent que comme des acteurs de seconde zone, producteurs de

⁶ "Water makes money", documentaire sur la privatisation de la gestion de l'eau par les multinationales à travers plusieurs exemples français, diffusé sur *Arte* le 22 mars 2011, à l'occasion de la journée mondiale de l'eau.

⁷ « L'écologie sinon rien : chronique sur ceux qui s'obstinent à ne pas y croire ». 2012. Claude-Marie Vadrot. Delachaux et Niestlé éditeurs.

denrées mais jamais innovateurs⁸, contrairement à une autre vision, celle de l'agroécologie et de l'agriculture paysanne développée par M. Altieri, invité de l'INRA début février 2012⁹, pour qui paysans et chercheurs travailleront ensemble pour une agriculture créative et autonome qui nourrira 9 milliards de personnes.

Face à la contrainte de nourrir 9 milliards de personnes en 2050 sur une planète finie, polluée et qui se réchauffe, fixer l'objectif à court terme d'augmenter les rendements est LE PIEGE dans lequel il ne faut pas se faire prendre. L'augmentation des volumes par hectare du modèle agroindustriel productiviste serait dopée par les progrès rapides promis par les biotechnologies. C'est Bertrand Hervieu, ancien Président de l'INRA, qui dans un rapport sur le développement durable datant de 2002, écrivait que «*Envisageable sur le plan technique, l'option qui consiste à confier à une poignée d'agriculteurs le soin de nourrir le monde pose des problèmes considérables sur les plans environnemental, économique et social. Elle est contraire aux principes mêmes du développement durable et donc, à ce titre, insoutenable* ». D'autre part, comme l'expliquent N. Bricas et B. Daviron du CIRAD, la réduction du problème de la sécurité alimentaire à la seule question des disponibilités et donc de la production alimentaire est porteuse des risques du productionnisme : remise en route de la machine productiviste, accroissement des inégalités générateur de tensions sociales et fragmentation du marché mondial¹⁰.

Le choix du "tout marchand" de la part des deux auteurs, qui voient la marchandisation des droits à polluer comme un outil appréciable, est inquiétant. D'autant qu'ils n'insistent guère sur la souveraineté alimentaire comme droit des peuples de décider de leurs propres politiques agricoles et alimentaires en fonction de leurs propres besoins, et sans dumping. Les luttes de Via Campesina et d'un grand nombre d'ONG nous rappellent que, sur ces questions, le combat syndical et politique est aussi déterminant que les apports de la recherche et de la formation !

Alors comment faire pour donner de l'espoir en l'avenir ? En ces temps incertains où la société commence tout juste à prendre conscience de la gravité des défis écologiques qui s'imposent à nous et où une proportion beaucoup trop importante de la population humaine mondiale souffre de malnutrition, il est urgent d'écouter tous les porteurs d'enjeux sur les questions d'agriculture, d'environnement et d'alimentation pour penser global ET local et agir local ET global. Dans la recette à préparer pour nourrir 9 milliards d'être humains, tous les ingrédients devront entrer : valorisation de toutes les récoltes (ni destructions spéculatives, ni pertes au stockage), limitation drastique du gaspillage, sécurité alimentaire (nourriture suffisante, salubre et nutritive pour tous¹¹), systèmes de production économes et autonomes (efficacité des intrants en contexte d'énergie chère) pour produire mieux, valorisation des biotechnologies efficaces et des services écosystémiques, fédération des forces créatives pour des innovations agronomiques partagées (agriculteurs et recherche agronomique institutionnelle). Oublier une partie de la recette, c'est risquer l'échec.

En tant que syndicalistes SUD, nous poursuivons notre contribution au débat pour promouvoir une diversité d'approches dans la recherche de solutions aux défis posés. Le rôle de la recherche publique est de tenter d'anticiper les questions qui lui seront posées quand il y aura urgence disait, en 1975, le Directeur Général de l'INRA, R. Février. D'aucuns estiment que la conjoncture est relativement

⁸ Pourtant l'expérience féconde d'André Pochon, paysan breton brillant précurseur d'une agriculture économe et autonome, avec le monde agronomique est racontée dans le livre « Agronome et paysans, un dialogue fructueux » publié dans la collection Sciences en questions en 2008 par les éditions Quae filiale de... l'INRA et du CIRAD !

⁹ http://www.inra.fr/audiovisuel/web_tv/colloques/cycle_de_conferences_agro_ecologie/professor_miguel_altieri

¹⁰ Bricas N. et Daviron B. 2008. De la hausse des prix au retour du productionnisme, les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de juin 2008 à Rome. Hérodote 2008 131 31-39 et Courrier de l'Environnement de l'INRA 61 : 21-26.

¹¹ Définition de la sécurité alimentaire : « Accès physique et économique pour tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture suffisante, salubre et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (Conférences mondiales de l'alimentation, 1996 et 2002 in Bricas N. et Daviron B. 2008).

indifférente aux orientations de la recherche et qu'elle intervient uniquement pour déterminer le sens dans lequel les résultats seront exploités. Cette vision de la neutralité de la science est fautive. Mettre l'accent exclusivement sur l'étude des biotechnologies plutôt que sur une approche équilibrée des apports potentiels des biotechnologies et de l'agroécologie, sur l'étude des agrocarburants de 2^e génération plutôt que l'autonomie énergétique des fermes françaises... traduit clairement le choix de modèle agricole et plus globalement le choix d'un modèle sociétal par les auteurs de cet ouvrage.



Branche INRA de SUD-Recherche EPST, Avril 2012
Contribution agréementée de dessins de Nono et Cled'12

En page 9, reprise de la présentation de cette contribution syndicale dans un message adressé à tous les agents INRA

Nourrir 9 milliards d'êtres humains : un défi mal posé !

« 9 milliards d'êtres humains à nourrir, un défi pour demain », livre co-signé par Marion Guillou et Gérard Matheron, a été publié en septembre 2011.

« En 2050, un défi : nourrir 9 milliards d'hommes - Voilà pourquoi vos compétences nous intéressent » a été l'accroche de l'affichette de la campagne de recrutements Ingénieurs et Techniciens INRA 2012, ce mois de mars.

En dépit de l'évidente convergence des deux intitulés, Madame Guillou a tenu à nous préciser, tant au Conseil d'Administration qu'en Comité Technique, que son livre était rédigé à titre privé.

Au-delà du fait que les nouvelles recrues de l'INRA, et par extension tous ses agents actuels, se voient ainsi assignés comme mission première de nourrir toute l'humanité,

ce qui nous a surtout interrogé, ce sont les réponses données à ce défi ambitieux.



Notes de lecture SUD-RE, pour une alternative au primat de l'agro-industrie !

Nous pensons que le livre de deux PDG d'établissements de recherche publique (un EPST, l'INRA et un EPIC, le CIRAD) apporte des réponses inadaptées à la question essentielle du défi alimentaire posé par la nécessité de nourrir les neuf milliards d'habitants de notre planète à l'échéance de 2050.

En effet, alors que notre système agricole ultraproductiviste, incapable de nous nourrir de manière équilibrée et saine, ravage notre environnement et pousse à la ruine et à l'exode vers les villes des millions d'agriculteurs, alors que 900 millions de personnes sont sous-alimentés dans des régions pillées par les multinationales, les solutions proposées par M. Guillou et G. Matheron, pour répondre à ce défi, s'inscrivent majoritairement dans la poursuite du modèle actuel.

Leur argumentaire repose, sur des solutions principalement basées sur la hausse continue des rendements, sur un modèle global dans lequel les initiatives locales n'ont que peu d'intérêt et sur la croyance renouvelée au miracle des biotechnologies.

Dans le même temps, toutes les solutions alternatives s'inscrivant en rupture avec le système actuel font l'objet de vives critiques, l'agriculture biologique devenant même plus néfaste pour l'environnement que l'agriculture conventionnelle pour ne citer qu'un exemple.

La vision développée par 2 dirigeants de la recherche publique est donc très inquiétante pour l'avenir de cette recherche dont on devine très bien vers quoi elle va tendre dans les prochaines années, mais aussi pour notre écosystème terrestre et son humanité.

Penser le changement au lieu de changer de pansement, notre contribution conclut sur les alternatives susceptibles de répondre positivement au défi posé, tout en sauvegardant notre planète pour les générations futures...

Avec pour visée de procurer à toute la population les moyens de SE BIEN NOURRIR !